

souvent si nécessaire, et leur rôle consiste à veiller aux intérêts des secteurs qu'ils représentent. De nombreux Manitobains font partie de ces comités; l'un des plus importants, le Groupe des vêtements et fourrures, est présidé par un homme dont vous avez peut-être déjà entendu parler, M. Peter Nygard. Comme ceux du COCE, les membres ont accès à des documents d'information confidentiels, ne sont pas rémunérés et relèvent directement de moi.

Mon rôle à cet égard est de tenir le COCE et les GCSCE au courant du déroulement de négociations - et je devrais ajouter qu'ils sont également concernés par nos négociations multilatérales au GATT - ainsi que d'évaluer et de transmettre leurs recommandations au Cabinet et à M. Simon Reisman, qui relève également de moi.

Quant au rôle des provinces, qui a fait l'objet de quelques débats au cours des derniers mois, voici ce que je peux en dire.

Le 2 juin, les Premiers ministres se sont entendus sur un processus de coopération fédérale-provinciale. Le Premier ministre du Canada et ceux des provinces se rencontreront tous les trois mois pour examiner le déroulement des pourparlers avec les États-Unis. En outre, des ministres provinciaux désignés rencontreront, lorsque cela sera nécessaire, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, pour discuter de l'évolution des négociations commerciales. Par ailleurs, au niveau des hauts fonctionnaires, qui sont les véritables experts techniques en matière de commerce, le Comité permanent des négociations commerciales - également appelé CPNC - se réunira régulièrement et sur convocation spéciale.

La raison d'être de tout cela est

de tenir les provinces parfaitement informées du déroulement de nos négociations bilatérales avec les États-Unis et de nos négociations multilatérales avec les autres pays, et de connaître leur avis, dans un cas comme dans l'autre. L'ensemble de ce programme a été approuvé à l'unanimité par tous les Premiers ministres, qu'ils soient progressistes-conservateurs, libéraux ou néo-démocrates, détail que l'opposition à la Chambre des communes oublie trop souvent à mon gré. Nous sommes tous concernés dans cette affaire, et ce que les gouvernements provinciaux ont approuvé, nul député fédéral ne peut le défaire. Pas même Lloyd Axworthy.

Alors qu'attendons-nous de ces négociations avec les Américains? D'une part, nous souhaitons mettre un frein aux pressions protectionnistes qui semblent avoir submergé le Congrès américain. Le fait que les Américains aient un déficit commercial énorme n'est pas de notre ressort et ne devrait pas avoir d'effet sur nous - si ce n'est que les Américains font en sorte qu'il en ait un. Le projet de loi Omnibus sur le commerce est une hérésie protectionniste, un traquenard pour le commerce, pratiquement une déclaration de guerre. Il repose par ailleurs sur une méprise, car il ne s'attaque pas à la cause véritable du déficit commercial américain, à savoir la hausse inconsidérée du dollar américain. Il s'en prend aux symptômes de la maladie, mais en ignore la cause: le déficit, tout aussi important, du budget des États-Unis, sujet brûlant qu'aucun politicien ne tient à aborder.

Nous devons nous protéger contre des projets de loi de ce genre, tout comme nous devons nous protéger contre des mesures protectionnistes telles que le tarif douanier de 35 % imposé sur les bardeaux et les bardeaux fendus fabriqués en cèdre canadien - tarif injustifiable, puisque les